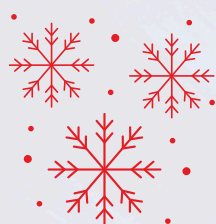
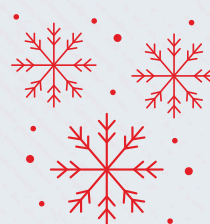


RAPPORT MENSUEL



Décembre 2025



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office



Le meilleur de nos rencontres 2025

SAFE HARBOUR



Assemblée générale des COE



EmpowHER



Nouveau partenaire : CNO Irlande



Commission européenne



SIGGS 3.0



Tous les articles et le contenu de ce rapport mensuel sont la propriété exclusive du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE. Toute reproduction, distribution ou utilisation de ces documents, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, est strictement interdite.

Le meilleur de nos rencontres 2025

Webinaire Lunch & Learn



Forum européen du sport



Réunion annuelle des partenaires



OCEAN



Nouveau partenaire: CNO Kosovo



Soirée européenne du sport



Tous les articles et le contenu de ce rapport mensuel sont la propriété exclusive du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE. Toute reproduction, distribution ou utilisation de ces documents, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, est strictement interdite.

Le meilleur de nos rencontres 2025

Soirée européenne du sport



Special Competence Seminar



Toute notre équipe vous souhaite de merveilleuses fêtes de fin d'année !

SEASON'S GREETINGS FROM THE EOC EU OFFICE!



Dear Partners, Colleagues and Friends,

The whole team of the EOC EU Office wishes you happy and joyful holidays. We would like to thank you all for your continuous support, trust and excellent cooperation.

Merry Christmas and Happy New Year!

Folker Hellmund
Director of EOC EU Office



Tous les articles et le contenu de ce rapport mensuel sont la propriété exclusive du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE. Toute reproduction, distribution ou utilisation de ces documents, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, est strictement interdite.

- **Éditorial**

6



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

- **Erasmus+ Sport 2026 : principaux enseignements de la Journée d'information Erasmus+ Sport 2026 et du webinaire du Bureau des COE auprès de l'UE**
- **Façonner Erasmus+ 2028-2034 : le Bureau des COE auprès de l'UE contribue aux consultations des parties prenantes**
- **Besoin de financement des infrastructures sportives : discussion au Parlement européen**
- **Le Bureau des COE auprès de l'UE contribue aux discussions sur les droits des athlètes et la bonne gouvernance**

7

8

10

11



LE COIN DES PARTENAIRES

- **Séminaire annuel consacré à l'avenir de la politique sportive de l'UE et aux financements européens du sport**
- **Événements à venir**

13

15

Tous les articles et le contenu de ce rapport mensuel sont la propriété exclusive du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE. Toute reproduction, distribution ou utilisation de ces documents, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite préalable du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE, est strictement interdite.



ÉDITORIAL

Chers lecteurs, chères lectrices,

Alors que l'année 2025 touche à sa fin, la rétrospective laisse peu de place à l'optimisme. Le contexte géopolitique général pèse lourdement sur l'Union européenne, sans doute comme jamais auparavant dans son histoire. Le désengagement des États-Unis du continent européen, les pressions économiques exercées par la Chine et la guerre en Ukraine, qui semble sans fin, montrent clairement que l'Union européenne n'est pas suffisamment préparée – sur les plans politique, stratégique et économique – à faire face à des crises d'une telle ampleur. Le fait que la capacité de l'UE à dégager des compromis soit encore mise à l'épreuve par l'adoption du cadre financier pluriannuel 2028-2034 et par la poursuite du soutien à l'Ukraine souligne pleinement la gravité de la situation politique actuelle.

Même s'il peut paraître difficile, au premier abord et au vu de l'ampleur de ces défis, d'aborder la question du sport et de son rôle dans la société, il est pourtant essentiel de le faire. Le Bureau des COE auprès de l'UE, aux côtés d'autres acteurs du sport organisé, souligne de manière constante que le sport renforce la cohésion sociale, favorise la santé physique et mentale, constitue l'un des moyens les plus efficaces de lutter contre la solitude et génère également des retombées économiques. Le sport peut indéniablement contribuer à maintenir la cohésion de nos sociétés – un besoin plus crucial que jamais.

À la suite de l'aboutissement réussi de ses projets OCEAN et SIGGS 3.0 cette année, le Bureau des COE auprès de l'UE se prépare désormais à lancer le projet STRONG, consacré aux droits et aux responsabilités des athlètes. L'événement de lancement se tiendra les 21 et 22 janvier à Bruxelles, avec la participation de 15 Comités nationaux olympiques et de l'Université Johannes Gutenberg. Par cette initiative, le Bureau des COE auprès de l'UE aborde une thématique particulièrement actuelle, inscrite en bonne place à l'agenda du CIO et également discutée, entre autres, au sein de groupes de travail de la Commission européenne. Les représentants de la Commission des athlètes des COE nouvellement élue auront eux aussi l'occasion de contribuer de manière substantielle tout au long du projet, afin de mieux comprendre leurs besoins, leurs préoccupations et leurs propositions concrètes.

Au nom du Bureau des COE auprès de l'UE, je vous adresse mes meilleurs vœux pour les fêtes de fin d'année et vous souhaite un excellent début d'année olympique 2026.

Je vous souhaite une excellente lecture de notre rapport mensuel.

Bien à vous,



Folker Hellmund

Directeur du Bureau de représentation des COE auprès de l'UE



POLITIQUES SPORTIVES EUROPÉENNES ET PROGRAMMES DE FINANCEMENT

Erasmus+ Sport 2026 : principaux enseignements de la Journée d'information Erasmus+ Sport 2026 et du webinaire du Bureau des COE auprès de l'UE

En décembre, le Bureau des COE auprès de l'UE a suivi de près et contribué activement aux discussions sur le programme Erasmus+ Sport pour 2026, notamment par sa participation à la [Journée d'information Erasmus+ Sport 2026](#) organisée par la Commission européenne et l'[Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture \(EACEA\)](#) le 11 décembre, ainsi que par l'organisation de son propre webinaire sur le programme Erasmus+ Sport 2026 à destination des Comités nationaux olympiques et des organisations partenaires le 16 décembre.

Journée d'information Erasmus+ Sport 2026

La [Journée d'information Erasmus+ Sport](#) a rassemblé un nombre record de participants, avec plus de 670 participants issus de 46 pays, ce qui témoigne de l'intérêt croissant pour les financements européens en faveur du sport. Des interventions de haut niveau ont mis en lumière le rôle stratégique du sport dans l'agenda politique de l'Union européenne, notamment en lien avec la santé, l'inclusion sociale et les valeurs européennes. Lors d'une table ronde d'ouverture, le commissaire chargé de l'équité intergénérationnelle, de la jeunesse, de la culture et du sport, Glenn Micallef, le vice-président de la commission CULT du Parlement européen, Bogdan Zdrojewski (PPE, Pologne), ainsi qu'un représentant de la présidence chypriote du Conseil de l'UE à compter de janvier 2026, ont réaffirmé qu'Erasmus+ constitue le programme phare de l'UE pour l'investissement dans les personnes. Le sport a été présenté à plusieurs reprises comme un outil puissant pour répondre à des défis sociétaux majeurs, notamment l'inactivité physique, la santé mentale, les maladies non transmissibles et la cohésion sociale, tandis que des appels ont été lancés en faveur d'un financement plus prévisible et plus ambitieux du sport dans le cadre financier pluriannuel 2028-2034.

Du point de vue du programme, la Journée d'information a fourni des orientations détaillées sur les priorités d'Erasmus+ Sport pour 2026, confirmant une forte attention portée à l'inclusion et à la diversité, à l'activité physique bénéfique pour la santé, ainsi qu'à l'intégrité et à la bonne gouvernance. Les échanges ont également mis en évidence des défis persistants, tels que le niveau élevé de concurrence et la baisse des taux de réussite des candidatures, soulignant l'importance de propositions bien préparées, en lien avec les priorités politiques et de haute qualité. Des informations concrètes ont été présentées sur l'ensemble des actions Erasmus+ Sport, notamment la [mobilité du personnel sportif](#), les [partenariats de coopération](#) et [à petite échelle](#), les [événements sportifs européens à but non lucratif](#) et les [projets de renforcement des capacités](#).



Lors de la session finale de la journée, la Commission européenne a présenté les premiers résultats de la consultation publique sur l'avenir du Modèle sportif européen (MSE), qui s'est clôturée le 8 décembre 2025 et a recueilli 211 réponses, offrant aux parties prenantes leur perspective sur les principaux défis et opportunités liés au modèle.

Si la pertinence du MSE a été largement confirmée, les participants ont souligné la nécessité de renforcer le bénévolat, l'inclusion sociale, l'égalité des genres dans la gouvernance, l'engagement des jeunes et l'accès aux infrastructures sportives. D'autres consultations ciblées auprès des parties prenantes sont prévues en début d'année prochaine afin d'alimenter le processus avant que la Commission ne publie sa communication stratégique sur le renforcement du MSE à la fin de l'année 2026.

Webinaire du Bureau des COE auprès de l'UE sur le programme Erasmus+ 2026

S'appuyant sur la Journée d'information, le Bureau des COE auprès de l'UE a organisé un webinaire dédié aux Comités nationaux olympiques (CNO) et aux organisations partenaires. Le webinaire a réuni des représentants de 27 CNO européens et de plus de 10 fédérations, couvrant 32 pays. Il a permis de présenter de manière ciblée les opportunités offertes par Erasmus+ Sport 2026 et de fournir des conseils pratiques pour élaborer des candidatures solides, tout en mettant en lumière les principales tendances des appels 2025 ainsi que le rôle renforcé du sport organisé et l'implication croissante des CNO et des acteurs du Mouvement olympique dans les projets Erasmus+.



Les participants ont bénéficié d'une présentation structurée de l'architecture du programme, des budgets, des priorités et des échéances pour 2026, ainsi que d'exemples concrets de projets réussis impliquant le Bureau des COE auprès de l'UE, les CNO et les partenaires. Une attention particulière a été portée aux critères d'évaluation, aux erreurs fréquentes et aux considérations stratégiques pour concevoir des projets pertinents et équilibrés.

Une session interactive a également permis aux organisations de présenter leurs idées de projets et d'explorer de potentielles collaborations, renforçant ainsi le rôle du Bureau des COE auprès de l'UE en tant que facilitateur et centre de soutien à l'engagement Erasmus+ au sein du Mouvement olympique.

Prochaines étapes

Pour la suite, le Bureau des COE auprès de l'UE continuera à soutenir les CNO et les organisations partenaires dans la préparation de leurs candidatures aux appels Erasmus+ Sport 2026, avec des échéances clés en janvier, février et mars 2026 selon l'action concernée. Des échanges de suivi et un accompagnement bilatéral pourront être proposés pour affiner les idées de projets, renforcer les partenariats et garantir leur alignement avec les priorités de l'UE et les exigences du programme.

Façonner Erasmus+ 2028-2034 : le Bureau des COE auprès de l'UE contribue aux consultations des parties prenantes

Le développement du futur programme Erasmus+ dans le cadre du Cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 est entré dans sa prochaine phase. Suite à la publication du projet de règlement par la Commission européenne, la proposition a désormais été transmise aux co-législateurs et aux autres institutions de l'UE.

Ce mois-ci, à la fois la commission Culture et Éducation (CULT) du Parlement européen et le Comité européen des régions ont organisé des consultations auprès des parties prenantes afin de recueillir les contributions des organisations et des praticiens impliqués dans le programme Erasmus+.

Consultation du Parlement européen sur Erasmus+ Sport



Au sein de la commission CULT, le rapporteur Bogdan Zdrojewski (PPE, Pologne), qui avait précédemment été rapporteur pour le rapport sur le Modèle européen du sport, a lancé une série de consultations sectorielles couvrant l'ensemble des volets d'Erasmus+. Le secteur du sport a été le premier à être invité. Outre le rapporteur, les rapporteurs fictifs Sabrina Repp (S&D, Allemagne) et Annamária Vicsek (PfE, Hongrie) ont également participé aux échanges.

La consultation a débuté par des allocutions introductives de représentants de la Commission européenne, de la future présidence chypriote du Conseil de l'UE, du Conseil de l'Europe et du Comité des régions. La parole a ensuite été donnée aux acteurs du sport, représentant un large éventail du secteur, notamment le Mouvement olympique, les organisations sportives de base, les groupes de supporters, les chercheurs et les agences nationales.

Un large consensus s'est dégagé sur l'importance d'Erasmus+ pour le secteur sportif, accompagné d'une évaluation partagée selon laquelle le budget actuel du programme est insuffisant pour répondre à la demande. Presque tous les participants ont appelé à une allocation dédiée de 5 % du budget total d'Erasmus+ au sport, soit une augmentation substantielle par rapport aux 1,9 % actuels. Cette proposition permettrait également de répondre aux préoccupations concernant l'absence de réservation spécifique pour le sport dans le projet de règlement de la Commission.

Dans le même temps, des divergences subsistent quant au degré de décentralisation de la gestion du programme.

Le Bureau des COE auprès de l'UE a clairement exprimé sa préférence pour le maintien d'une gestion centralisée des subventions supérieures à 60 000 €, tandis que les agences nationales et d'autres organisations ont plaidé en faveur d'une plus grande décentralisation. Des divergences similaires ont été observées lors des discussions sur l'ouverture proposée de l'action clé 1 "Mobilité dans le Sport" aux athlètes. Si cette initiative a été accueillie favorablement par le Bureau des COE auprès de l'UE, d'autres parties prenantes ont soulevé des questions concernant les critères d'éligibilité des athlètes et les éventuelles implications financières.



Le Parlement européen vise à finaliser son projet de rapport d'ici mai 2026. Le rapport devrait être soumis au vote de la commission CULT peu avant la pause estivale, puis présenté en séance plénière pour examen au début de l'automne.

Consultation du Comité européen des régions sur Erasmus+

Le 12 décembre, le Bureau des COE auprès de l'UE a transmis ses contributions à la consultation du Comité européen des régions sur la proposition Erasmus+ 2028-2034, coordonnée par M. Roberto Pella, rapporteur de l'avis. Conformément au rôle du Comité des régions, qui représente les autorités régionales, la consultation s'est concentrée sur la manière dont Erasmus+ Sport peut contribuer à atteindre les objectifs de collectivités locales plus saines, plus actives et plus unies. À cet égard, plusieurs thèmes ont été abordés : un meilleur soutien au développement des compétences et à l'apprentissage intergénérationnel, le renforcement de la dimension internationale du programme, l'amélioration des synergies avec d'autres instruments de financement de l'UE, ainsi que le soutien au bénévolat, dans le cadre de la fusion avec le Corps européen de solidarité.

Notre contribution, ainsi que celles des autres parties prenantes, sera prise en compte dans la position finale du Comité des régions, qui devrait être adoptée en mai 2026.

PLUS D'INFORMATIONS

[Programme Erasmus+ 2028-2034 – Dossier législatif : 2025/0222\(COD\) | Observatoire législatif | Parlement européen](#)

[Avis du rapporteur du Comité des régions sur le programme Erasmus+ 2028-2034](#)

Besoin de financement des infrastructures sportives : discussion au Parlement européen

Le 2 décembre, le Parlement européen a accueilli l'événement «From Playground to Olympus – Financing Europe's Sport Future», organisé par la députée européenne Nikolina Brnjac (PPE, Croatie). La discussion a réuni des responsables politiques de l'UE, des organisations sportives et des athlètes pour examiner comment l'Europe peut mieux financer les infrastructures sportives reliant la pratique amateur à la performance de haut niveau.

Lors de l'ouverture de l'événement, la députée Brnjac, ancienne ministre des Sports de Croatie, a souligné que les infrastructures sportives devraient privilégier les espaces communautaires de proximité plutôt que les grands équipements professionnels. Selon elle, des installations locales accessibles sont essentielles pour permettre à tous les enfants et citoyens de pratiquer une activité physique. En vue du prochain cadre financier pluriannuel (CFP), elle a appelé à un financement européen accru et dédié aux infrastructures sportives locales.

Le commissaire européen chargé de l'équité intergénérationnelle, de la jeunesse, de la culture et du sport, Glenn Micallef, a souligné que l'écosystème sportif européen dépend d'un lien solide entre le sport de base et le développement de l'élite. L'excellence au plus haut niveau, a-t-il noté, n'est possible qu'avec un investissement durable au niveau local. S'appuyant sur des consultations avec les acteurs du sport, y compris la toute première consultation historique avec les 27 CNO de l'UE le 17 novembre (coordonnée par le Bureau des COE auprès de l'UE), il a insisté sur la nécessité d'un investissement à long terme.

Bien que les installations locales soient au cœur des communautés, le commissaire Micallef a souligné que les infrastructures doivent s'accompagner d'un investissement dans les personnes – entraîneurs, bénévoles et projets communautaires. Il a mentionné des instruments européens existants tels qu'Erasmus+ et les fonds de politique de cohésion, y compris le FEDER, qui soutiennent déjà l'inclusion, l'éducation et la rénovation des infrastructures, et a insisté sur le fait que ces outils devraient être mieux utilisés. Le sport, a-t-il ajouté, contribue directement à la santé publique, à l'éducation et au développement régional et devrait être pris en compte de manière plus claire dans le prochain Cadre financier pluriannuel.

La table ronde intitulée «From Grassroots to World Stage – Building Local Infrastructure» a mis en évidence l'impact social du sport ainsi que les défis liés à son financement.

- Le député européen Daniel Attard (S&D, Malte) a expliqué comment le sport avait contribué à son développement personnel et à ses résultats scolaires, malgré des infrastructures locales insuffisantes. Il a appelé à une plus grande flexibilité des fonds européens pour soutenir les infrastructures sportives et a souligné le rôle du sport dans la santé mentale et la mobilité sociale.
- Sanda Čorak, vice-présidente du Comité olympique croate, a présenté les investissements réalisés dans le développement des athlètes et des entraîneurs, notant que l'insuffisance des infrastructures reste un obstacle et que le sport est encore trop souvent perçu comme un coût plutôt qu'un investissement.

- Folker Hellmund, directeur du Bureau des COE auprès de l'UE, a appelé à une meilleure intégration du sport dans les réglementations européennes sur le financement et à des preuves plus solides du retour sur investissement du sport.
- La médaillée d'argent olympique Donna Vekić a souligné l'importance d'encourager les enfants à rester actifs grâce au sport.

En clôture de l'événement, la vice-présidente du Parlement européen Antonella Sberna (CRE, Italie) a réaffirmé son engagement à donner la priorité aux infrastructures sportives locales dans le prochain Cadre financier pluriannuel, en soulignant la nécessité de garantir à chaque enfant en Europe l'accès à des espaces pour pratiquer le sport et mener une vie plus saine.



Crédit : Parlement européen

Le Bureau des COE auprès de l'UE contribue aux discussions sur les droits des athlètes et la bonne gouvernance

Le Bureau des COE auprès de l'UE a participé à la 2^e réunion du groupe «Méthode ouverte de coordination» sur le thème «Promotion des droits des athlètes dans le cadre de la bonne gouvernance du sport». Ce forum de discussion réunit des représentants des États membres et des parties prenantes clés afin d'échanger des pratiques et de formuler des recommandations politiques, sous l'égide de la Commission européenne.

Le Bureau des COE auprès de l'UE a été admis au statut d'observateur, aux côtés du Comité international olympique (CIO), de la FIFPRO et de EU Athletes and Players Association. Cette participation nous a permis d'apporter le point de vue du Mouvement olympique tout en engageant un dialogue constructif avec les États membres et les autres organisations.

La réunion a été centrée sur la discussion de la portée de chacun des piliers des prochaines recommandations :

- Participation et représentation – en mettant l'accent sur l'implication des athlètes dans les processus décisionnels et sur les structures de représentation au sein des organisations sportives.

- Protection et droits humains – traitant de la prévention des abus et du harcèlement, ainsi que de l'alignement plus large de la gouvernance sportive sur les normes internationales en matière de droits humains.
- Droits du travail et droits sociaux – couvrant les questions liées au statut professionnel, à la protection sociale, à la stabilité des contrats et à l'accès des athlètes à des recours.

La réunion s'est conclue par une discussion sur la méthodologie de travail pour le reste du processus de la Méthode ouverte de coordination (MOC), notamment sur la manière dont les données probantes, les bonnes pratiques et les contributions des parties prenantes seront recueillies et intégrées dans les recommandations finales.

Contribution du Mouvement olympique

Le Bureau des COE auprès de l'UE et le CIO ont conjointement mis en avant les bonnes pratiques déjà en place au sein du Mouvement olympique, notamment au niveau des Comités nationaux olympiques (CNO) et des fédérations internationales et nationales.

Parmi les exemples cités figuraient les mécanismes structurés de représentation des athlètes (Commissions d'athlètes), les dispositifs de prévention et réponse aux violences, et des efforts visant à renforcer le dialogue avec les athlètes.

Dans le même temps, le besoin d'améliorer la gouvernance dans un certain nombre d'organisations sportives a été reconnu. Les discussions ont souligné que, malgré les progrès réalisés, des lacunes subsistent, notamment pour assurer une mise en œuvre cohérente, une application effective et une participation significative des athlètes au-delà des structures formelles.

Le projet STRONG

Le projet STRONG, qui sera lancé en janvier prochain, sera particulièrement pertinent et démarrera à un moment opportun, alors que le Mouvement olympique et la gouvernance sportive en général sont de plus en plus interrogés par plusieurs parties prenantes. STRONG contribuera à orienter le débat sur les droits et responsabilités des athlètes en donnant aux CNO les moyens de renforcer leur gouvernance.

Prochaines étapes et calendrier

Le groupe MOC devrait tenir trois à quatre réunions en 2026. La prochaine réunion est prévue en mars, au cours de laquelle les travaux sur les trois piliers se poursuivront et la structure du document final sera affinée. Les contributions des CNO et des fédérations seront également recueillies par écrit, offrant une opportunité importante de partager les bonnes pratiques.

Les recommandations finales du groupe devraient être adoptées en avril 2027, fournissant des orientations aux États membres et aux acteurs du sport sur la manière de mieux promouvoir et protéger les droits des athlètes. Nous continuerons à suivre et à contribuer étroitement à ce processus, afin de garantir que la perspective et l'expérience du Mouvement olympique restent intégrées aux discussions.



LE COIN DES PARTENAIRES

Séminaire annuel consacré à l'avenir de la politique sportive de l'UE et au financement européen du sport



Le 10 décembre, le Bureau des COE auprès de l'UE a organisé son séminaire annuel, réunissant ses partenaires pour des discussions sur les évolutions de la politique sportive de l'UE, les programmes de financement et les opportunités futures pour le sport organisé.

L'avenir de la politique sportive de l'UE et du financement européen du sport

Le séminaire a permis aux participants, issus des CNO et des fédérations, de se tenir informés des politiques européennes et des instruments de financement pertinents, avec un accent particulier sur l'évolution du contexte politique et institutionnel de l'UE. Le Bureau des COE auprès de l'UE a également présenté ses projets européens, notamment SAFE HARBOUR et le prochain projet STRONG. Les deux présentations ont exposé les objectifs et l'impact attendu de ces projets pour les organisations sportives.



Une partie clé du séminaire a consisté en une mise à jour complète sur le Modèle européen du sport et la future communication sur la politique sportive de l'UE, attendue en novembre 2026. Cette session a été animée par Agata Dziarnowska, membre du Cabinet du commissaire Glenn Micallef, aux côtés de Matteo Zacchetti de l'unité Sport de la Commission européenne. Leurs présentations ont fourni des éclairages sur les priorités actuelles de la Commission et sur l'orientation future de la politique sportive de l'UE, notamment en ce qui concerne la mobilité des athlètes et les alliances universitaires à venir.

Les participants ont également échangé sur le budget à long terme de l'UE post-2027, avec un accent particulier sur ses implications potentielles pour le programme Erasmus+ et sur le rôle des acteurs du sport dans le cadre du Modèle européen du sport. La Commission européenne a informé les participants de son intention d'étendre l'Action clé 1 (Mobilité dans le sport) aux athlètes. Les discussions ont souligné l'importance d'un engagement continu du Mouvement sportif dans les débats budgétaires et politiques de l'UE. Dans ce contexte, le Bureau des COE auprès de l'UE continuera de suivre l'évolution du Cadre financier pluriannuel 2028-2034 et fournira de nouvelles informations à ce sujet.

Affaires judiciaires récentes et impact pour les organisations sportives

Le séminaire a également proposé une perspective juridique sur les évolutions récentes affectant les organisations sportives. Benoît Keane, avocat spécialisé en droit de la concurrence et du sport au niveau européen, a partagé son analyse des récentes décisions de la Cour de justice de l'Union européenne et de leurs implications juridiques pour les organisations sportives à travers l'Europe.

La discussion a également porté sur les décisions récentes du Tribunal arbitral du sport (TAS) et sur l'intérêt manifesté par certains Comités nationaux olympiques pour la création de leurs propres tribunaux d'arbitrage sportifs.

L'événement s'est conclu par une présentation décrivant l'engagement futur du Bureau des COE auprès de l'UE auprès de ses partenaires, en tenant compte de leurs attentes et besoins, et en réaffirmant son engagement à soutenir le Mouvement sportif européen à travers le suivi des politiques, le plaidoyer et la coopération au niveau de l'UE.



ÉVÈNEMENTS À VENIR



21 - 22 janvier 2026

STRONG Kick-off meeting (Bruxelles)



EOC EU Office
71, Avenue de Cortenbergh
1000 Bruxelles, Belgique



+32 2 738 03 20



info@euoffice.eurolympic.org



www.euoffice.eurolympic.org



EUROPEAN
OLYMPIC
COMMITTEES



EU
Office